



<p>Contribution de l'ARP à la consultation publique de l'ARCEP « <i>Neutralité de l'internet et des réseaux de communications électroniques</i> »</p>

Fondée en 1987 à l'initiative de Claude Berri et d'une trentaine de réalisateurs producteurs, l'ARP compte aujourd'hui près de 200 Auteurs-Réalisateurs-Producteurs. L'ARP a pour vocation de défendre les intérêts économiques et moraux de ses membres. Elle s'inscrit dans la perspective de réguler au mieux l'industrie cinématographique, de défendre l'indépendance de la production cinématographique ainsi que sa diversité. Au niveau international, L'ARP a défendu l'exception culturelle, la diversité culturelle, le droit d'auteur mais aussi la capacité de chaque pays à se doter d'une politique nationale de soutien à la création cinématographique.

Avec le développement et le succès croissant d'Internet, L'ARP est soucieuse de la défense des intérêts des auteurs sur ces nouvelles fenêtres de diffusion et observe avec intérêt les possibilités ouvertes pour mettre en valeur la richesse et la variété des œuvres cinématographiques.

C'est, dans un premier temps, autour de la lutte contre le piratage que l'ARP a mené un combat pour soutenir la mise en place de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres la protection des droits sur Internet mais l'ARP a toujours accompagné ce discours d'une volonté de mettre en place un système de régulation d'Internet permettant la mise en valeur des œuvres plus conforme aux usages du nouveau public internaute et la participation des nouveaux acteurs de l'Internet au financement des contenus, donc de la création française et européenne.

C'est donc au travers de la double problématique de l'amélioration de la circulation des œuvres cinématographiques sur Internet et de la recherche de nouveaux financeurs pour la production cinématographique française et européenne que la présente contribution entend s'inscrire.

Questions :

N°1) l'Autorité invite les acteurs à commenter les définitions qu'elle propose

- *Sur la définition du principe de neutralité*

La définition proposée du principe de neutralité, s'entendant comme un principe assurant que tout utilisateur doit avoir accès à l'ensemble des contenus, services et applications, véhiculés sur les réseaux de communications électroniques, quelle que soit la personne qui les délivre ou les utilise, de façon transparente et non discriminatoire appelle deux séries de réflexions.

Ce principe doit nécessairement se concilier avec le droit de propriété des auteurs d'une œuvre et, partant, ne doit pas faire obstacle au développement d'outils et de mécanismes tendant à faire

reconnaître directement à l'internaute que le contenu culturel qu'il regarde est bien autorisé par les détenteurs de droits de ces œuvres sur Internet.

Les initiatives visant à élaborer des solutions de protection (type Content ID pour Youtube) ne doivent pas être entravées par le principe de neutralité du Net entendu trop largement. Ces solutions développées, soit par les fournisseurs d'accès (initiative récente d'Orange) ou par les prestataires de services de la société de l'information (ci après PSI) leur permet de protéger leurs contenus vidéo de copies non-autorisées et participe donc à la lutte contre la piraterie.

De la même manière, ce principe de neutralité ne doit pas entraver l'action des pouvoirs publics et notamment les moyens dont dispose l'HADOPI pour lutter contre le fléau de la piraterie audiovisuelle et pour faire œuvre de pédagogie vis-à-vis du public internaute.

Toutefois, ce principe est également nécessaire pour éviter une disparité d'accès trop grande entre internautes, équipés de moyens techniques équivalents, et pour éviter que l'accès au plus grand nombre de contenus légaux soit filtré par des opérateurs animés d'intentions purement mercantiles, privilégiant ainsi la satisfaction des abonnés aux services Premium (ou services gérés) de l'opérateur au détriment de ceux qui seraient simplement abonnés au service d'accès à internet.

- Sur la définition posée du « Prestataire de services de la société de l'information »

Cette formulation ne recueille pas nécessairement notre adhésion tant ce groupe d'intervenants se caractérise de plus en plus comme des fournisseurs de contenus. Qu'ils soient moteurs de recherches, éditeurs de sites ou chaînes de télévision diffusée par ADSL, la convergence d'activités portant sur le contenu tend à les réunir, de Google à Canal plus à la demande en passant par Allociné, sous un seul et même vocable « les fournisseurs de contenus ». Cette terminologie vient compléter et fait pendant à celle de « fournisseur d'accès » et permet, à notre sens, de mieux individualiser les rôles de chacun même si certains fournisseurs d'accès peuvent, directement ou indirectement par leurs filiales, être également fournisseurs de contenus.

Les autres définitions proposées ne soulèvent pas de remarques particulières de notre part.

N°2) l'Autorité invite les acteurs à commenter sa présentation du contexte et des enjeux relatifs à la neutralité de l'internet et des réseaux.

L'ARP prend acte du constat évoqué dans le document de synthèse de l'ARCEP selon lequel au vu de l'explosion exponentielle des flux de vidéo transportés sur les réseaux, il existe un risque pour les prestataires de services de l'Internet (PSI) de limiter d'eux même la fourniture de certains contenus sur des territoires. Cette augmentation exponentielle du flux de vidéo sur Internet ne va pas décroître avec l'arrivée des téléviseurs connectés à Internet.

De même, cette explosion du flux de vidéos peut, parallèlement à l'action des PSI, conduire les FAI à limiter les débits de données demandées par les internautes

Même si la situation du marché de détail français du haut débit et du très haut débit fixes, comme le relève l'autorité de régulation, apparaît satisfaisante, l'ARP ne porterait pas nécessairement un regard négatif sur des pratiques visant à limiter la croissance exponentielle des flux de données.

En effet, l'encombrement du réseau peut être une opportunité pour permettre de développer des services premium soit de la part du FAI soit de la part des PSI qui permettrait de garantir une certaine qualité de prestation à l'utilisateur final et donc de garantir le visionnage d'œuvres avec une certaine

qualité de diffusion. Ce service aurait nécessairement un coût à la fois pour l'utilisateur final qui serait garanti de toute perturbation sur la diffusion de l'œuvre demandée et pour le PSI qui devrait passer des accords avec les FAI pour que ceux-ci garantissent une bonne qualité de transmission de données.

La mise en place de services premiums, forcément payants, permettraient également un partage de la valeur au bénéfice partiel des auteurs de ces œuvres et Internet pourrait enfin devenir donc, par cette rareté de la qualité de flux, une source de rémunération pour les auteurs d'œuvres cinématographiques.

La recherche d'un modèle économique payant entre PSI et FAI nous semble la voie à privilégier afin que les réseaux fixes et mobiles puissent continuer à se développer et que le contenu ne soit pas durablement considéré comme gratuit, notamment pour l'accès aux œuvres culturelles.

L'ARP partage les besoins de régulation identifiés par l'ARCEP, notamment celui portant sur la transparence du contenu des offres de services de communications électroniques, en termes de qualité de service.

De même, les orientations des directives « cadre » et « service universel », devant faire l'objet de transposition en droit français, reprennent des éléments importants sur la transparence vis-à-vis de l'utilisateur final, sur la qualité minimale de service et sur la compétence des autorités de régulation nationale pour régler les conflits pouvant naître entre un PSI voulant accéder à un réseau d'un FAI. Il semblerait opportun d'inscrire des dispositions permettant la réciprocité, c'est-à-dire donner la compétence à l'ARCEP pour régler un conflit dans le cas où un FAI n'arrive pas à accéder aux services du PSI.

N°3) L'Autorité invite les acteurs à commenter son approche générale des conditions de l'accès à l'internet

Les axes principaux de la démarche retenus par l'ARCEP pour les conditions de l'accès à l'internet, à savoir la définition d'un espace d'accès à l'Internet, la reconnaissance et l'encadrement d'un espace de services gérés (notamment les offres premium entre FAI et PSI) et la garantie de ne pas dégrader la qualité de l'accès à l'internet constituent une base minimale d'action pour une autorité de régulation.

L'ARP souhaiterait mettre l'accent sur le développement des « services gérés » et insiste sur l'existence de tels modèles pour asseoir la rémunération de toute la chaîne et notamment celle des auteurs et producteurs de films.

La double rémunération des FAI, à la fois par les utilisateurs et par les PSI, pourrait asseoir des recettes certaines et aurait l'avantage, pour les créateurs, de pouvoir orienter des discussions avec ces opérateurs sur le principe d'une contribution au financement de la création audiovisuelle française et européenne.

N°4) L'Autorité invite les acteurs à commenter les six orientations proposées

Les 6 orientations proposées par l'ARCEP appellent de notre part un certain nombre de commentaires.

Sur la première orientation, l'ARP ne peut que partager la ligne générale de cette orientation protégeant l'utilisateur final.

Toutefois, l'ARP note que si l'ARCEP n'encourage pas les FAI à assurer eux même le contrôle de la légalité des usages de l'Internet, elle précise que ces FAI doivent mettre en œuvre, sur requête des personnes et autorités compétentes, les mesures prévues par la loi concernant notamment la protection de la propriété intellectuelle.

Sur la seconde orientation, l'ARCEP recommande que les pratiques de gestion du trafic demeurent exceptionnelles et respectent les principes généraux de pertinence de proportionnalité d'efficacité, de transparence et de non discrimination.

L'ARP est bien consciente des dangers qui pourraient naître de la possibilité de différencier le traitement de chaque flux individuel de données (liberté d'expression, liberté d'accès). Toutefois, les pratiques de gestion du trafic s'opèrent déjà pour acheminer certaines catégories de flux de manière prioritaire ou pour empêcher l'arrivée de flux(SPAMS). Il nous apparaîtrait logique et pertinent que, sur requête des personnes et autorités compétentes, les flux d'œuvres tombant sous le coup d'une incrimination pénale (lutte contre la pédopornographie, protection de la propriété intellectuelle) pussent faire l'objet d'un traitement de gestion de trafic.

Sur la quatrième orientation relative aux services gérés, l'ARP voit là une opportunité pour favoriser l'émergence de nouveaux modèles économiques qui devront permettre de financer la création d'œuvres audiovisuelles. Les modèles de services gérés envisagés par l'ARCEP ne sont pas exclusifs les uns des autres et pourront constituer des socles stables de financement (amélioration des réseaux, financement du contenu).

Sur l'accès aux contenus exclusifs, l'ARP demande à ce que l'ARCEP veille à respecter le modèle économique de l'exclusivité qui permet le développement économique de toute la filière audiovisuelle. L'ARP est bien consciente que les liens entre FAI et PSI peuvent être de nature à porter atteinte au droit de la concurrence mais tient à souligner que l'exclusivité d'un PSI sur des œuvres ou sur un catalogue d'œuvres est génératrice de valeur pour l'ensemble des ayants droit d'un film.

Sur la cinquième orientation, l'ARP se félicite du rôle que compte jouer l'ARCEP sur la collecte périodique d'informations sur les marchés de l'interconnexion des données. Ces informations pourront être utiles pour déterminer les coûts réels opposés dans les négociations par les PSI, les FAI, les distributeurs de contenus.

Les autres orientations n'appellent pas de remarques particulières de notre part.

N°5) L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse relative aux autres dimensions de la neutralité.

En tout premier lieu, il apparaît évident que certains acteurs (constructeurs de matériels (télévisions connectées, informatique) et moteurs de recherche) profitent de l'Internet sans contribuer pleinement au développement des réseaux et au développement et au financement de la création de contenus sur ces réseaux.

Une mission a été confiée à trois personnalités (Zelnik–Toubon–Cerrutti) afin qu'ils réfléchissent aux pistes imaginables pour le financement à venir de la création. Il en est ressorti une volonté de

trouver un moyen de taxer la publicité en ligne en faveur du financement de la création. Cette réflexion doit être impérativement reprise et intégrée dans les réflexions autour de la neutralité de l'Internet car les opérateurs classiques contribuent au financement de la création.

Il serait fortement préjudiciable que tous les acteurs d'internet (constructeurs de terminaux, moteurs de recherche) ne contribuent pas au bénéfice de la création artistique, car ils occupent le réseau Internet en Europe par un accès qu'ils facilitent aux contenus de toutes sortes, surtout audiovisuels. Les FAI participent déjà au compte de soutien du CNC, lorsqu'ils sont distributeurs de service de télévision, mais les PSI, hors services de télévision, ne participent en rien alors que leur succès économique dépend notamment de l'attrait que suscitent ces contenus.

Si le réseau est encombré par des prestataires facilitant la découverte de contenus ou permettant de voir certaines œuvres, il nous apparaît normal de faire contribuer au développement de la création des prestataires qui permettent, en étant rétribués notamment par la publicité, d'accéder facilement aux œuvres.

Sur les problématiques liées aux exclusivités

L'Arp partage l'idée selon laquelle les exclusivités ne sont pas dangereuses en elles-mêmes, elles sont créatrices de valeur dans le marché des œuvres audiovisuelles, quel que soit le support sur lequel sont exploitées ces œuvres.

L'ARP est consciente que certaines exclusivités, notamment les exclusivités de transport, comporte des risques bien identifiés dans les conclusions de la Mission Hagelsteen. Ces risques peuvent être encadrés (notification préalable au moment de leur mise en œuvre par les opérateurs concernés) et surveillés par l'Autorité de la concurrence en cas de constatations susceptibles d'être qualifiées au regard du droit de la concurrence.

En revanche, les exclusivités de distribution, même si elles constituent des barrières pour pénétrer certains marchés, sont créatrices de valeur pour toute la chaîne économique de la production cinématographique. L'ARP partage la vision selon laquelle l'ouverture, dans le cadre de « services gérés », du marché de gros des chaînes payantes au sport et au cinéma doit se faire dans le respect des obligations souscrites par les éditeurs de services de télévision et sans remettre en cause les exclusivités que ces services ont pu obtenir.

Sur les problématiques liées à la neutralité des terminaux

L'ARP est circonspecte sur les exclusivités de terminaux, qu'ils soient mobiles (comme les Smartphones, tablettes numériques) ou fixes comme les téléviseurs connectés ou les ordinateurs.

La pratique d'exclusivité des terminaux contient un double risque :

- une dépendance à la marque et aux accords exclusifs passés par la marque avec des opérateurs déjà bien identifiés. Cette dépendance peut être préjudiciable à la diversité culturelle, car il est probable que l'accès aux sites exclusifs conditionne l'accès qu'à un certain type d'œuvres.
- un risque de congestion des réseaux. En effet, il apparaît pour le moins étonnant que les constructeurs passent des accords avec des PSI sans se soucier des opérateurs de communications

électroniques qui auront des difficultés importantes, une fois ces téléviseurs connectés déployés, pour acheminer ces contenus aux utilisateurs finaux.

Le mécanisme des exclusivités sur ces terminaux peut être créateur de valeur, ces exclusivités pourraient être limitées dans le temps afin que constructeurs de terminaux et fournisseurs de contenus puissent tirer les bénéfices économiques de telles alliances. Cependant, si l'évolution naturelle se développait autour de partenariat exclusifs entre constructeurs et fournisseurs de contenus, l'ARP ne manquerait pas de demander à ce que nouveau régime de contributions à la création cinématographique et audiovisuelle soit établi, en tenant compte du chiffre d'affaires des constructeurs de terminaux, leur neutralité vis-à-vis du contenu n'étant plus assurée.

Par ailleurs, L'ARP souhaiterait que des échanges économiques se nouent entre constructeurs de terminaux et opérateurs de communications électroniques afin que les premiers assurent également une qualité de service à leurs utilisateurs. Pour cela, les FAI doivent recevoir une contrepartie économique de l'occupation de leurs réseaux électroniques de la part des PSI mais également des constructeurs de terminaux.